

Parcoursup :

le cas dramatique des écoles d'infirmier-e-s (IFSI)

En 2018, le gouvernement a discrètement profité de la réforme Parcoursup pour supprimer les concours d'entrée en IFSI, c'est-à-dire dans les écoles d'infirmier-e-s, pour les remplacer par une procédure sélective d'admission par le biais de la plateforme... en 2019 seulement. Cela sans proposer d'alternative aux élèves de terminale de 2018 qui se préparaient à cette voie... Un choix cynique et inconséquent dont les conséquences dramatiques apparaissent aujourd'hui.

Avant Parcoursup, on entrait en IFSI sur concours. En 2018, en plein mois de juillet, le gouvernement a subitement supprimé ces concours et reporté d'un an les admissions, par le biais de l'édition 2019 de Parcoursup. Conséquence : les candidat-e-s de 2018 qui avaient obtenu, souvent par Parcoursup, une place dans une formation préparant à ces concours s'y sont retrouvé-e-s affecté-e-s sans concours à passer, sans possibilité de réorientation, avec une année blanche à la clé.

En 2019, ils se sont retrouvés à recommencer toute la procédure Parcoursup, et mis en concurrence avec tou-te-s les candidat-e-s en terminale en 2018, sans création de places suffisantes. Sans compter que, la barrière du concours ayant disparu, beaucoup plus d'élèves se sont orienté-e-s vers cette voie, tentant leur chance *via* Parcoursup. D'où un engorgement sans précédent des candidatures en IFSI, qui pose des questions sur les critères de sélection permettant de départager autant de dossiers.

Le gouvernement, une fois de plus, sacrifie des jeunes sur l'autel de ses réformes précipitées. Il transforme l'une des rares formations qui offraient encore une perspective de mobilité sociale et d'accès à des postes de fonctionnaire à des étudiant-e-s issu.e.s de classes populaires en filière ultra sélective, sans critères définis.

Disons-le tout net : notre société a besoin d'infirmier-e-s ! Alors que les hôpitaux sont surchargés et leur personnel épuisé, on prive de formation des jeunes volontaires pour embrasser ce métier au service de la collectivité.

SUD éducation exige la création dès cette année de places à hauteur, et des besoins, et des demandes, dans les IFSI.

SUD éducation appelle les personnels de la maternelle à l'université à refuser l'école du tri social et la destruction programmée des services publics en rejoignant les nombreuses mobilisations en cours dans l'éducation et ailleurs.